

SOMMAIRE

Page 1

Le cap et le rebond.
La preuve par 100.
La preuve par 9.

Page 2

La continuité du service public.
NAE, le plus dur reste à faire.
Le rôle central de la Région.

Page 3

L'attractivité de Caen-la-Mer.
Les investissements.
En bref.

La preuve par 9.

Les Chambres d'agriculture de Normandie viennent de publier, elles aussi, leurs propositions pour une relance des activités du secteur "agriculture-agroalimentaire.

C'est la preuve par 9. À savoir :

- Promouvoir la Normandie comme destination de l'été 2020.
- Lancer une campagne de promotion des produits normands.
- Définir une nouvelle stratégie export post-covid.
- Soutenir les filières les plus touchées, de toutes les façons possibles.
- Renforcer les circuits courts.
- Amplifier la relocalisation des circuits semi-longs.
- Produire davantage de protéines végétales et de biomasse.
- Évaluer l'intérêt de la création d'un pôle agro-industriel.
- Se préparer à de nouvelles crises.

Le document est adressé aux principaux responsables politiques et institutionnels normands.

L'export résiste....

C'est plutôt une bonne nouvelle. 55% des entreprises normandes ont réussi à maintenir leurs activités à l'export malgré la crise. Mais les problèmes logistiques ont été nombreux. La Normandie est la deuxième région la plus ouverte à l'international.

Le cap et le rebond...

• C'est le temps des propositions

Malmenés par le Gouvernement depuis 3 ans, les corps intermédiaires ont redémontré leur utilité depuis le début de la crise. C'est vrai pour les CCI de Normandie qui sont redevenues des interfaces indispensables entre les chefs d'entreprise et les pouvoirs publics, le préfet Pierre-André Durand en a souligné toute l'efficacité.

- En mars, les CCI ont mis en place un baromètre hebdomadaire qui mesure l'état d'esprit de 500 chefs d'entreprise normands ; aujourd'hui, elles vont plus loin avec "100 propositions pour fixer le cap et impulser le rebond".

Mon commentaire : en Normandie, le choc est rude. Deux entreprises sur trois sont au chômage partiel, des dépôts de bilan et des suppressions d'emplois en perspective, baisse de 60% des créations d'entreprises.

• Le dispositif "ccirelance.fr"

Depuis le 17 avril, les CCI ont recueilli les propositions des chefs d'entreprises pour sortir de la crise. Elles en ont recueilli plus de 450 sur la plateforme participative : www.ccirelance.fr.

- Quelques exemples : "généraliser la fibre pour permettre à tous de communiquer rapidement", "mettre en place une plate-forme d'échanges inter-entreprises de biens et de services", "placer l'État en tant qu'émetteur de prêts pour les PME afin de réduire la dépendance de celles-ci à l'égard du réseau bancaire", "autoriser l'ouverture tardive des bars/restaurants pour compenser le chiffre d'affaires perdus", la liste est longue.

Mon commentaire : les CCI ont sélectionné 100 propositions. Elles doivent permettre d'éclairer les représentants de l'État, de la Région et des grandes collectivités sur les mesures à prendre : c'est utile.

• La preuve par 100.

Les 100 ont été classées en 10 familles thématiques avec, pour chacune, les actions réalisables à court terme et les actions à plus long terme nécessitant des changements importants. Les 10 familles sont les suivantes :

- Clarifier les mesures sanitaires : "facilitez-nous la vie."
- Consommer et vendre autrement : "vive le local."
- Agir à l'échelle du territoire : "vive les relocalisations et le circulaire."
- S'organiser différemment : "coopérer et agir ensemble."
- Utiliser les leviers publics : "relancer la commande publique".
- Simplifier la vie des entreprises : "moins de loyers, moins de taxes."
- Assouplir et clarifier les règles : "donner de la souplesse".
- Soutenir financièrement les entreprises : "des prêts, des aides."
- Accompagner et former : "e-learning et numérique".
- Communiquer collectivement : "développer les réseaux d'entrepreneurs".

Le rôle central de la Région.

Le CESER Normandie vient de réaliser une enquête sur la Normandie à l'heure du déconfinement, auprès des organisations économiques, sociales et associatives qui le compose.

- Les conseillers interrogés relèvent le rôle central de la Région qui "reçoit une avalanche de requêtes qui vont du soutien à l'économie locale jusqu'à l'équipement sanitaire des territoires, en passant par le déploiement de la fibre..."

- Si le monde économique applaudit, les syndicats et le monde associatif déplorent un manque de consultation et de transparence.

À noter : "la question de la décentralisation est soulevée, parée des vertus de l'efficacité, notent les auteurs de l'enquête, mais avec quels moyens alors que les finances ont déjà beaucoup souffert..."

Les Belges s'intéressent à PN.

Deux des trois candidats à la reprise de Paris Normandie sont belges : le groupe Rossel (La Voix du Nord) et NP Holding/IPM (La Libre Belgique). Ce dernier a la préférence de Jean-Louis louvel, le propriétaire du journal, et de Valéry Jimonet, le PDG.

- La troisième offre est portée par Health Média/Health Initiative, éditeur de revues médicales.

Les offres seront présentées au personnel cette semaine.

Le trait de côte normand

L'Etat et les Régions Normandie et Hauts de France viennent de créer le Réseau d'Observation du Littoral de Normandie et des Hauts-de-France.

- Ce GIP n'est pas une nouveauté, mais l'élargissement - à l'échelle des deux grandes régions - de l'observatoire créé dès 2010 par la Haute-Normandie et la Picardie.

Les missions n'ont pas changé :

- Valoriser et diffuser la connaissance scientifique et technique du littoral.

- Mettre un outil d'aide à la décision des gestionnaires du territoire.

- Fournir aux élus et acteurs en responsabilité les informations nécessaires à la définition d'une politique littorale efficace.

À noter : cet observatoire concourt pleinement aux objectifs de la Stratégie de façade maritime Manche Est-Mer du Nord.

À noter : les 100 propositions peuvent être consultées et téléchargées sur le site : <https://www.normandie.cci.fr>

• Où est passée la commande publique ?

Les chefs d'entreprise souhaitent une relance rapide de la commande publique en Normandie. Rappelons que les 10 principales collectivités de la région avaient prévu d'investir 2,15 Md€ en 2020, la concentration du pouvoir financier est très grande dans la région.

- "Relancez les chantiers et commandez plus vite, demandent les acteurs économiques, et favorisez les entreprises locales..."

- Beaucoup d'élus les entendent, convaincus que la solution viendra aussi des collectivités ; d'où la nécessité d'organiser rapidement le second tour des élections afin de sortir du blocage politique et institutionnel actuel : "vivement le 28 juin !"

Commentaire : si les investissements engagés peuvent être relancés rapidement, il n'en sera pas de mêmes pour les nouvelles opérations. Elles devront être votées par des exécutifs qui s'installent et qui vont devoir apprécier le choc de la crise sur leurs propres budgets ; ce choc s'annonce douloureux pour les communes, les EPCI et les Départements ; les ambitions de beaucoup devront être revues à la baisse. Malheureusement, 2020 risque d'être une année blanche.

Les élus normands s'interrogent.

Comment assurer la continuité du service public ?

Partenaires "RH" des collectivités territoriales, les Centres de Gestion de Normandie sont en train de prendre une autre dimension avec l'épidémie. En effet, de nombreux élus inquiets se tournent vers eux pour obtenir des conseils et assurer la continuité du service public dans le respect des règles de sécurité.

- Le CDG 76, qui est le centre coordinateur des CDG normands, est un bon exemple de ce regain d'intérêt : "les demandes d'informations et de conseils ont quasiment quadruplé sur la période de confinement, constate Antoine Ameline, son directeur, nos juristes ont été très sollicités..." Le CDG ne s'est pas contenté de répondre, il est aussi allé au-devant des attentes des élus, "nous devons être proactifs".

- Ces attentes concernent principalement la mise en place du PCA (le plan

Et pendant ce temps-là...

• NAE : après la claque, le plus dur reste à faire...

Les représentants de la filière NAE sont inquiets : que vont devenir les entreprises normandes qu'ils représentent alors que leur secteur est l'un des plus touchés par la crise ?

- Pour le président, Philippe Eudeline, le choc est rude. Il y a trois mois, il représentait l'une des filières les plus prometteuses de la région : 160 adhérents, 21 500 salariés, 3,7 Md€ de chiffre d'affaires, des prévisions de croissances importantes. En février, Hervé Morin avait renouvelé son soutien, depuis, tout a changé. Philippe Eudeline ne veut pas rester inactif. Mais que peut-il faire ? Pas grand-chose sinon commander des masques et du gel, épauler les RH, écouter les chefs d'entreprise.

- Cette écoute est importante si, une fois l'impact de la crise mesurée, elle permet de définir une feuille de route pluriannuelle pour relancer l'activité en Normandie. NAE a mis en place des groupes de paroles, réunissant 10 à 15 dirigeants pour identifier leurs besoins, leur apporter de l'expertise et faciliter leurs contacts avec les autorités publiques. C'est une première étape.

Philippe Eudeline veut maintenant redéfinir les objectifs stratégiques de la filière ; "la crise est profonde, elle durera probablement deux à trois ans", on l'a compris : après la claque, le plus dur reste à faire.

L'attractivité de Caen-la-Mer.

L'INSEE Normandie et l'Agence d'urbanisme de Caen (l'AUCAME) viennent de publier une étude sur les migrations résidentielles en lien avec Caen-la-Mer. Il ressort de ce travail que l'agglomération est très attractive pour les jeunes adultes qui viennent y suivre leurs études supérieures. Caen-la-Mer est donc "une pompe à jeunes".

- Mais elle ne fabrique pas beaucoup de Caennais. Comprenez que les nouveaux arrivés repartent rapidement une fois leurs études terminées et que ceux qui vivent en couple (avec ou sans enfants) préfèrent aller s'installer dans la grande périphérie pour trouver un logement individuel ou accéder plus facilement à la propriété.
- Au jeu des migrations, c'est Hérouville-Saint-Clair qui gagne le plus d'habitants.
- Caen, la ville centre, continue de perdre des habitants. Si ça continue, elle va passer sous la barre des 100 000, c'est un sujet de préoccupation majeur pour Joël Bruneau qui cherche à faire revenir les familles.

Rappel : toutes les grandes villes normandes perdent des habitants.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues
Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

de continuité de l'activité), la protection des agents et la gestion des inévitables absences. Les élus veulent aussi pouvoir disposer de ressources documentaires fiables pour sécuriser leurs actions à court et moyen termes et les déployer en toute connaissance de cause.

Ici, l'intervention des CDG n'est pas seulement technique, mais aussi "politique" puisqu'elle est l'un des préalables nécessaires au redémarrage durable des collectivités dans ce contexte très particulier.

- À l'heure de l'installation des nouveaux conseils municipaux, ce n'est pas anodin, en particulier pour les maires des petites communes, trop souvent isolés.

Mon commentaire : on attend maintenant des CDG normands qu'ils répondent à cette question : comment gérer des ressources humaines pour un service public de proximité profondément transformé par la crise ? On aimerait que les 5 CDG travaillent ensemble pour y répondre et définir les nouvelles pratiques, on aimerait qu'ils soient forces de proposition pour que les collectivités soient au rendez-vous des citoyens. Oui, les 100 000 agents normands de la fonction publique territoriale le valent bien.

• Le levier formation...

Pour accompagner cette évolution, la formation est un levier puissant. Le CNFPT Normandie est déjà mobilisé.

- Bien sûr, ses formations ne se font plus "en face à face", mais à distance via des "tutos" ou des "webinaires" : ce n'est pas l'idéal, c'est mieux que rien.
- Toutefois, les équipes d'Olivier Compain, le directeur, restent très présentes auprès des élus, des DGS ou des DRH. Pas seulement pour répondre à leurs besoins immédiats - l'apprentissage de "la gestion de crise" - mais aussi pour accompagner les évolutions futures de comportements provoqués par le covid.
- Beaucoup de métiers vont changer, de nouvelles pratiques vont s'imposer, "c'est particulièrement vrai pour les déchets, les écoles ou encore les EHPAD". Le CNFPT Normandie va devoir s'adapter, le contenu de ses formations sera très différent, les conditions de leur mise en œuvre également.

Mon commentaire : à Rouen et à Caen, un gros chantier "formation" est en train de s'ouvrir ; les 100 000 agents normands de la fonction publique territoriale le valent bien.

Et pendant ce temps-là...

• Ça redémarre... doucement.

- Interrompu avec le confinement, le chantier de construction de la chaufferie bois de la Petite Bouverie à Rouen a redémarré. Ce projet, porté par Dalkia, est important : 47 M€ pour alimenter 17 000 logements.
- Spécialisé dans l'aménagement des territoires et du cadre de vie, le Groupe Lhotellier (Blangy-sur-Bresle - 76) est maintenant en ordre de marche. 92% de ses chantiers ont repris, la sécurité de 1 200 salariés est assurée. Lhotelier réalise environ 200 chantiers par an.

• L'effondrement du petit commerce

Le CGA Nord-Ouest vient de mesurer l'impact de la crise sur le petit commerce normand au mois de mars. Les résultats sont préoccupants : avec 15 jours de confinement seulement, l'activité globale a baissé de 52% pour les bars-hôtels-restaurants, de 63,7% pour l'équipement de la personne, de 47% pour l'équipement de la maison. Seules l'alimentation (- 4,1%) et la santé (- 1,8%) ont connu un repli modéré. "Évidemment, ce sera pire en avril et en mai", annonce le président Jean-Pierre Corlaix qui parle de l'effondrement du petit commerce. Chômage et fermetures en perspective.

À noter : le CD.27 veut doubler sa subvention de soutien (jusqu'à 1 000 €) pour plus de 6 500 commerces, mais l'Etat s'interroge : est-ce réglementaire ?